

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté n° IC-24-128**

**actualisant le classement des installations  
et imposant des prescriptions techniques complémentaires**

**Société METAUX 116 SOREVO ENVIRONNEMENT  
à BESSANCOURT**

**Le Préfet du Val-d'Oise  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

**Vu** le décret du Président de la République du 16 septembre 2022 nommant Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de Pontoise ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° IC-19-095 du 19 novembre 2019 autorisant la société METAUX 116 SOREVO ENVIRONNEMENT à exploiter des installations de collecte, regroupement, tri et traitement de déchets ainsi qu'une installation de broyage de ferrailles sur le territoire de la commune de BESSANCOURT – 10, chemin d'Eragny ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 23-054 du 20 septembre 2023 donnant délégation de signature à Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et sous-préfète de Pontoise ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance reçu le 18 novembre 2021 de la société METAUX 116 SOREVO ENVIRONNEMENT relatif à la modernisation de la ligne de broyage de câbles électriques de l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de BESSANCOURT – 10, chemin d'Eragny ;

**Vu** le courriel du 8 juillet 2022 de la société METAUX 116 SOREVO ENVIRONNEMENT déposant un dossier de porter à connaissance relatif à la modification du classement de son site au titre des installations classées ;

**Vu** le rapport du 10 février 2023 de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France – Unité départementale du Val-d'Oise ;

**Vu** le courriel du 10 février 2023 adressé à la société METAUX 116 SOREVO ENVIRONNEMENT par l'inspection des installations classées, lui transmettant pour avis le projet d'arrêté préfectoral complémentaire actualisant le classement des installations, imposant des prescriptions techniques applicables à son site et lui accordant un délai de quinze jours pour formuler ses observations ;

**Vu** le courriel du 20 février 2023 de la société METAUX 116 SOREVO ENVIRONNEMENT indiquant ne pas avoir d'observations à formuler sur le projet d'arrêté reçu par courriel du 10 février 2023 susvisé ;

**Considérant** les éléments fournis par l'exploitant dans ses dossiers de porter à connaissance reçus les 18 novembre 2021 et 8 juillet 2022 ;

**Considérant** qu'au regard des éléments d'appréciation présentés par la société METAUX 116 SOREVO ENVIRONNEMENT, les modifications demandées sont jugées non substantielles au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement, qu'elles ne sont pas soumises à évaluation environnementale en application des critères de l'article R. 122-2 de ce même code, et qu'elles ne sont pas soumises à consultation du public en application des dispositions de l'article L. 123-19-2 de ce même code ;

**Considérant** que la société METAUX 116 SOREVO ENVIRONNEMENT souhaite exploiter sur son site une installation classée soumise au régime de la déclaration sous la rubrique 2711 – Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Considérant** qu'il convient, compte-tenu de ce qui précède, de procéder à l'actualisation du classement des activités de la société METAUX 116 SOREVO ENVIRONNEMENT au titre des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Considérant** qu'il y a lieu de faire usage des dispositions de l'article L.181-14 du code de l'environnement, en encadrant ces modifications par des prescriptions adaptées ;

**Considérant** qu'en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) n'est pas requis ;

**Sur** proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : Le tableau de classement des installations exploitées par la société METAUX 116 SOREVO ENVIRONNEMENT à BESSANCOURT figurant à l'article 1.2.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2019 susvisé est actualisé ainsi qu'il suit :

Rubrique	Libellé	Installations et activités autorisées	Régime (*)
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités	Broyage de câbles électriques : 36 t/j	A

	<p>relevant de la directive 91/271/CEE :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– traitement biologique</li> <li>– prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération</li> <li>– traitement du laitier et des cendres</li> <li>– traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants</li> </ul>	<p>Broyage de ferrailles : 160 t/j</p> <p><b>Total : 196 t/j</b></p>	
<b>2718-1</b>	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793.</p> <p>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.</p>	<p>Déchets dangereux (batteries) :</p> <p><b>36 t</b></p>	<b>A</b>
<b>2791-1</b>	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794 et 2971.</p> <p>La quantité de déchets traités étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 10 t/j.</p>	<p>Presse à balles : 10 t/j Cisaille fixe : 200 t/j Broyeur à câbles : 36 t/j Broyeur à ferrailles : 160 t/j</p> <p><b>Total : 406 t/j</b></p>	<b>A</b>
<b>2713</b>	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719.</p> <p>La surface étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 000 m<sup>2</sup>.</p>	<p>Transit et tri de déchets de métaux, regroupement de déchets avant traitement</p> <p><b>3 145 m<sup>2</sup></b></p>	<b>E</b>
<b>2714-1</b>	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup></p>	<p>Récupération et tri de déchets plastiques, papiers, cartons, bois. Entreposage de déchets plastiques broyés</p> <p><b>1 720 m<sup>3</sup></b></p>	<b>E</b>

<b>2711-2</b>	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719.  Le volume susceptible d'être entreposé étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> (DC)	Tri de DEEE issus de la réception de ferraille platinage  <b>300 m<sup>3</sup></b>	<b>DC</b>
<b>2716-2</b>	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	Déchets à trier et déchets ultimes  <b>900 m<sup>3</sup></b>	<b>DC</b>

(\*) A : autorisation ; E : Enregistrement ; DC : déclaration avec contrôle périodique

**Article 2 :** La société METAUX 116 SOREVO ENVIRONNEMENT, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour l'exploitation des installations présentes sur son site localisé sur la commune de BESSANCOURT – 10, chemin d'Éragny.

En cas de non-respect d'une des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

**Article 3 :** Les dispositions des articles 3.2.2, 3.2.3, 3.2.4 et 3.3.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2019 susvisé et relatifs à la prévention des risques atmosphériques sont remplacées par les dispositions suivantes ainsi rédigées :

### 3.2.2 - Conduits et installations raccordées

Le tableau figurant à l'article 3.2.2 est remplacé par le suivant :

N° de conduit	Installations raccordées	Traitement des rejets atmosphériques
Conduit n°1	Aspiration du broyeur à câbles (partie granulation)	Cyclone décanteur + sous station nettoyante munies de manches à air
Conduit n°2	Aspiration du broyeur à câbles (partie plastiques)	Aspiration du broyeur à câbles (partie plastique) sous station nettoyante munies de filtres à manches
Conduit n°3	Aspiration du broyeur à ferrailles	Aspiration au niveau de l'aéroséparateur en cascade et au niveau des séparateurs à courant de Foucault + ventilateur + filtre à manche + second ventilateur

### 3.2.3 - Conditions générales de rejet

N° de conduit	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h	Vitesse mini d'éjection
Conduit n°1	12	0,9	33969	14,7
Conduit n°2	10	0,9	24000	5,7
Conduit n°3	10	1	50000	17,7

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides.

### 3.2.4 - Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Les rejets issus des installations respectent les valeurs limites suivantes en flux et concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) :

Paramètres	Conduit n°1		Conduit n°2		Conduit n°3	
	Concentration mg/Nm3	Flux kg/h	Concentration mg/Nm3	Flux kg/h	Concentration mg/Nm3	Flux kg/h
Poussières (y compris particules fines)	5	0,12	5	0,12	5	0,25
COVT	-	-	-	-	-	-
PCB de type dioxine	-	-	-	-	-	-
Métaux (AS, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Tl, V)	-	-	-	-	-	-

### 3.3.1 - Autosurveillance des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses

Les mesures portent sur les rejets suivants :

Émissaire concerné	Paramètres	Fréquence des mesures
Conduits n°1, n°2 et n° 3	Débit	annuelle
	Poussières	semestrielle
	COVT	semestrielle
	PCB de type dioxine	annuelle
	Métaux (AS, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Tl, V)	annuelle

Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 2.6.2 sont réalisées une fois par an à compter de la notification du présent arrêté pour chaque rejet atmosphérique, et pour l'ensemble des paramètres visés dans le tableau ci-dessus. Elles peuvent se substituer aux mesures à réaliser une fois par an dans le cadre de l'auto-surveillance mentionnées dans le tableau ci-dessus.

Une mesure pour chaque rejet atmosphérique est effectuée dans le mois suivant la mise en service de la ligne de broyage de ferrailles.

Au bout de 3 ans, l'exploitant évalue la pertinence de la mesure du paramètre PCB de type dioxine notamment au regard des seuils de détection du laboratoire agréé. Sur la base de cette évaluation et avec l'accord de l'Inspection des Installations Classées, la surveillance de ce paramètre pourra être abandonnée.

**Article 4 :** Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de BESSANCOURT et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de BESSANCOURT pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de quatre mois.

**Article 5 :** Conformément aux dispositions des articles R. 181-50 et R. 181-51 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal administratif sis 2/4 boulevard de l'Hautil – BP 30322 –95027 – CERGY-PONTOISE Cedex :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,
- par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :
  - l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
  - la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

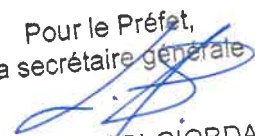
Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

**Article 6 :** La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire de BESSANCOURT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le

**01 OCT. 2024**

Le préfet,  
Pour le Préfet,  
La secrétaire générale  
  
Laetitia CESARI-GIORDANI